

Annexe

Investissements directs du Canada à l'étranger : Tendances récentes¹⁰

Les données semblent indiquer que les sociétés canadiennes investissent de plus en plus à l'étranger. Le Canada ne se contente plus de recevoir des investissements, il est en train de devenir une source de capitaux. Selon l'hypothèse retenue quant aux finalités et aux résultats des investissements extérieurs, cette évolution peut être considérée comme un signe de la vigueur et de la maturité qu'ont acquises les sociétés canadiennes à l'échelle internationale ou comme un indice de la faiblesse de l'économie canadienne. Comme nous l'avons mentionné précédemment, la plupart des recherches semblent démontrer que l'investissement extérieur est le fait d'entreprises en plein essor qui doivent prendre de l'expansion à l'étranger pour accroître leurs parts de marché.

Les investissements directs du Canada à l'étranger totalisaient 99 milliards de dollars à la fin de 1992, soit deux fois plus qu'au milieu des années quatre-vingt. Environ 95 p. 100 de l'augmentation de 45 milliards de dollars entre 1986 et 1992 est attribuable aux sorties nettes de capitaux canadiens. Plus de 75 p. 100 des fonds canadiens ont permis de constituer du capital (ou d'y ajouter) dans les filiales à l'étranger, le reste ayant servi à acquérir des sociétés étrangères. Pendant cette période, les investissements extérieurs du Canada ont enregistré une croissance plus forte que les investissements étrangers au Canada, ce qui a permis d'améliorer l'équilibre actif-passif. La plupart des investissements extérieurs à la fin de 1991 étaient le fait d'entreprises appartenant à des intérêts canadiens. Même si un peu moins de 20 p. 100 de ces investissements étaient attribuables aux sociétés contrôlées par des non-résidents, cette part ne cesse de diminuer.

Les pays de l'OCDE reçoivent la grande partie des investissements directs du Canada à l'étranger, les États-Unis recevant 58 p. 100 du total des investissements à la fin de 1991. Toutefois, la part des États-Unis est en train de baisser au profit des pays européens, qui recevaient 21 p. 100 de nos investissements à la fin de la même année. Les pays en développement ne sont pas dans l'ensemble une destination importante pour les investissements canadiens, ce qui correspond aux courants des investissements observés à l'échelle mondiale.

Les sociétés appartenant à des intérêts canadiens ont tendance à investir dans les secteurs industriels où elles sont déjà présentes. À la fin de 1991, les secteurs de la finance et des assurances bénéficiaient de la plus grande partie des investissements

¹⁰ Les données présentées dans la présente annexe sont tirées en grande partie de Chow, F., «Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad — The Rise of Canadian Multinationals», *Canadian Economic Observer*, Statistique Canada, n° de catalogue 11-010, décembre 1993.